

VIET NAM : FICHE PAYS – JUILLET 2025



Catégorie OCDE (2025) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+ / Ba2 / BB+

Change : Dong vietnamien (DNG) / cours pivot journalier face à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Fort potentiel pour attirer les IDE dans le contexte des tensions sino-américaines
- Ressources naturelles diversifiées
- Montée en gamme des exportations
- Main d'œuvre qualifiée et compétitivité prix de l'économie

FAIBLESSES

- Mauvaise gouvernance des entreprises d'Etat
- Climat des affaires de faible qualité
- Fragilité bancaire

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance** : Très orienté à l'export (84 % du PIB) et particulièrement à destination des Etats-Unis (27 % des exports), le Viet Nam est vulnérable à la hausse des droits de douane (20 %, accord obtenu en juillet), qui menacent des perspectives de croissance élevées (entre +6 et +8 %). A moyen-terme, le Vietnam devrait connaître une croissance soutenue (+5% / an) et développer son potentiel lié à : son intégration dans les chaînes de valeur mondiale (secteur automobile notamment), l'exploitation des terres rares, une forte attractivité pour attirer d'importants investissements étrangers (IDE).
- Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public devrait se creuser en 2025-2026 (-3,3 % du PIB en moyenne). Le niveau d'endettement public reste limité (35 % du PIB) et la structure de la dette présente un niveau de vulnérabilité sous contrôle.
- Vulnérabilité extérieure** : Malgré des recettes touristiques en forte hausse, l'excédent courant diminuerait en 2025 (+3,3% du PIB selon le FMI) en raison des tensions commerciales internationales. Le pays continuerait d'attirer un volume élevé d'IDE, d'autant plus nécessaire pour alimenter des réserves de change (de nouveau inférieures à 3 mois d'importations), qui sont mises à forte contribution par la Banque centrale pour atténuer la dépréciation du Dong.
- Vulnérabilité du secteur bancaire** : Les banques vietnamiennes présentent des ratios de solvabilité et de rentabilité faibles. Le ratio de couverture des pertes a récemment fortement diminué, ce qui incite à une vigilance accrue à l'instar de l'exposition au secteur immobilier, qui s'est néanmoins redressé en 2024 après deux années de repli.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique** : Des élections auront lieu à l'Assemblée en 2026. Le parti communiste va poursuivre sa large campagne anti-corruption, qui a secoué le monde politique et économique après son lancement en 2022. A l'international, le Viet Nam diversifie et renforce ses partenariats stratégiques (ASEAN, Chine, Etats-Unis, Union Européenne).
- Climat des affaires** : L'environnement des affaires se renforce progressivement pour favoriser le développement du secteur privé, sous fond d'allègement de la lourdeur bureaucratique et de rationalisation de l'action publique.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique** : Le pays est particulièrement menacé par la montée des eaux et est régulièrement touché par des catastrophes naturelles. Malgré une solide base d'énergies renouvelables, piloter le risque de transition dans un contexte de demande d'électricité accrue et de malgré tout forte dépendance au charbon constitue un défi majeur.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	27,5%	1 Chine	32,6%
2 Chine	16,5%	2 Corée du Sud	17,3%
3 Corée du Sud	6,8%	3 Japon	7,0%
4 Japon	6,7%	4 Taïwan	6,1%
23 France	1,0%	22 France	0,5%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines électriques	38,4%	Machines électriques	36,5%
Machinerie mécanique	14,8%	Machinerie mécanique	9,0%
Vêtements	7,7%	Matières plastiques	5,1%
Chaussures	6,8%	Combustibles	4,2%
Mobilier	3,9%	Acier, fer	3,7%

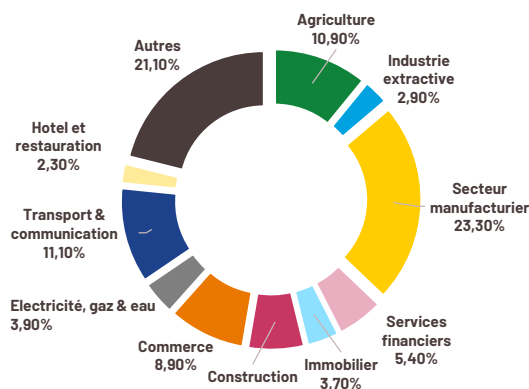
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

VIET NAM		2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		370	411	433	459	491	519
	<i>Rang PIB mondial</i>	40	38	35	34	NA	34
Population (Mns)		98,5	99,5	100,3	101,3	102,2	102,9
	<i>Rang Population mondiale</i>	15	15	15	16	NA	16
PIB / habitant (USD)		3 757	4 133	4 317	4 536	4 806	5 042
Croissance PIB (%)***		2,6	8,5	5,1	7,1	6,6	6,5
Inflation (moyenne annuelle, %)		1,8	3,2	3,3	3,6	2,9	2,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		86,4	85,8	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		39,2	34,9	34,4	32,9	33,6	34,9
Solde public (% PIB)		-1,4	0,7	-2,4	-1,6	-3,4	-3,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)****		-2,2%	-0,1%	5,9%	6,1%	3,9%	2,9%
IDE (% du PIB)		4,1%	3,7%	4,6%	4,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)*****		3,8	3,1	3,0	2,5	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)		32,8%	33,0%	29,3%	27,3%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)		9,0%	9,3%	8,1%	7,6%	NA	NA
Taux de change**		22 940,6	23 384,1	23 820,3	24 979,0	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés**		11,3	11,6	11,8	11,9	NA	NA
Taux de NPL**		1,6	2,3	4,5	4,6	NA	NA
ROE		14,9	14,5	-20,1	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays) *		130	123	131	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		74	73	75	67	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		125	127	117	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	40	19	NA	NA

Sources : FMI (WEO, 05/2023); *Banque mondiale; **SBV; ***BAD; ****BMI Fitch Solutions, *****CEIC. Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Viet Nam : Part des secteurs dans l'activité (2022)



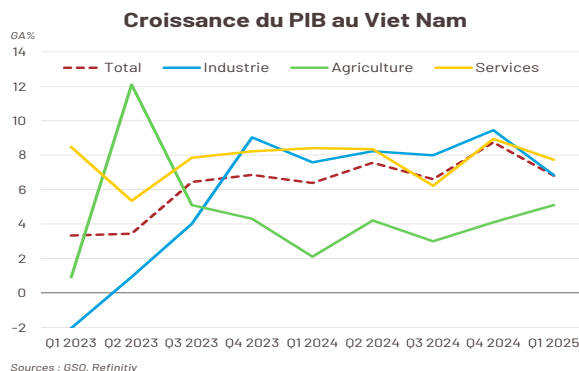
Sources : GSO Vietnam



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2024

Attendue à +6,5 % par le gouvernement, et malgré le contre-coup porté à l'activité par le typhon Yagi (coût des dégâts estimé à 3,5 Md USD, avec un impact sur l'agriculture) la croissance du PIB a finalement atteint +7,1 % en 2024. Cette performance est en partie liée à une demande extérieure soutenue, qui a stimulé les exportations (+14,3 % en m.a) et bénéficié aux secteurs de l'industrie¹, particulièrement orientés à l'export au Viet Nam. Le pays tire parti d'une forte intégration dans les chaînes de valeurs mondiales (CVM), dont la réorganisation dans le cadre de « Chine+1 »² contribue à attirer des investissements directs étrangers (IDE)³.



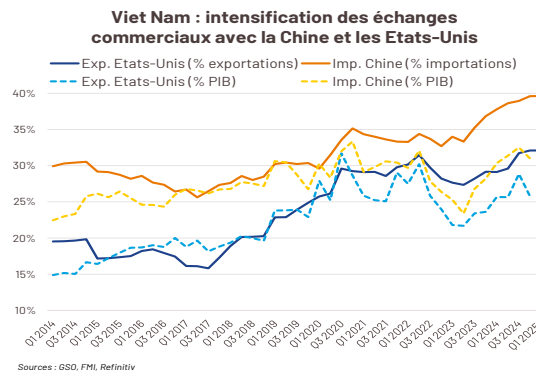
Les activités de service ont également affiché une croissance élevée (+7,4 %), surtout le tourisme, portées notamment par une consommation privée dynamique (+6,6 %) dans un contexte de réduction de l'inflation et de politiques économiques plus favorables⁴.

• Accord avec les Etats-Unis mais impact négatif des droits de douane sur l'activité

Le Viet Nam est particulièrement visé par la hausse des droits de douane américains en raison de l'explosion du déficit commercial⁵ des États-Unis vis-à-vis du pays, post guerre commerciale Chine / Etats-Unis de 2018. Le pays cherchait déjà à négocier avec les Etats-Unis avant mêmes les annonces d'avril 2025 de D. Trump.

Initialement menacés par des droits de douane de 46 % (lors du « Liberation Day » du 2 avril), le Viet Nam a trouvé un accord avec les Etats-Unis et ses exportations devraient être taxées à hauteur de 20 % (40 % pour les marchandises transbordées). En contrepartie, le Viet Nam devrait probablement : s'engager à importer du gaz

américain et des automobiles, réduire les droits de douane sur les importations américaines⁶ ou encore utiliser les services de Starlink pour internet. Ramener le niveau de droits de douane proche des autres pays de l'ASEAN5 revêtait d'un intérêt stratégique afin de préserver la compétitivité des exportations vietnamiennes et surtout pour continuer d'attirer d'importants flux d'IDE (toujours le cas entre janvier et mai 2025, +9 % sur un an).



Même avec cet accord, le Viet Nam sera dans tous les cas fortement affecté par le relèvement des droits de douane : ses exportations représentent 84 % du PIB et 54 % des emplois dans l'industrie dépendent de l'export. Premier partenaire à l'export, les Etats-Unis captent une part élevée des exportations vietnamiennes (de 20 % à 50 % pour les vêtements, les machines mécaniques et les équipements électroniques).

Dans le même temps, le Viet Nam renforce ses liens commerciaux (Brésil, France, Malaisie) pour diversifier ses débouchés, voire signer des accords de libre-échange après ceux de l'EVFTA⁷ et l'UKVFTA⁸ en 2020 et du RCEP⁹ en 2022.

• Une croissance malgré tout soutenue

Dans ce contexte d'incertitude commerciale, la cible de croissance fixée par les autorités (+8 %) ne sera probablement pas atteinte en 2025 et serait plutôt comprise entre +5,8 % et +7 %.

La hausse des exportations de biens sur les cinq premiers mois de l'année (électroniques, chaussures, textile, machines mécaniques), très intense vers les Etats-Unis, correspond à des exports par anticipation de la mise en place des droits de douanes américains et une inversion de la tendance n'est pas à écarter au S2 2025. Après un fort départ au S1 2025 (+7,4 %), l'industrie devrait ralentir progressivement, surtout dans

¹ La production industrielle a augmenté de +8,2 % sur un an et a été forte dans les industries d'équipements électroniques, de l'automobile et de transformation des métaux ou du caoutchouc.

² Stratégie d'entreprises visant à diversifier les CVM, en relocalisant la production hors de Chine.

³ +10,6 % en 2024 pour atteindre 38 Md USD selon la Banque Mondiale. 67 % des IDE sont réalisés dans le secteur manufacturier.

⁴ Hausse de +30 % salaire minimum, baisse de 2 pts de la TVA à 8 %, relâchement des conditions de financement par la Banque centrale.

⁵ De -32,2 Md USD en 2018, le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis du Viet Nam est passé à -103,4 Md USD en 2024.

⁶ A ce stade de 9,4 % en moyenne, projet de les passer à 0 % (fortes baisses annoncées pour le gaz, l'éthanol et les automobiles).

⁷ Conclu entre l'Union européenne et le Vietnam, l'accord prévoit à terme la suppression de 99 % des droits de douane.

⁸ Accord similaire à l'EVFTA mais concernant le Royaume-Uni.

⁹ Instaurant une zone de libre-échange entre 15 Etats d'Asie-Pacifique depuis 2022.



les équipements électroniques. Les exportations de services devraient en revanche continuer d'enregistrer de solides performances (déjà +29 % d'arrivées internationales au T1).

Pour stimuler la consommation privée, le retour de la TVA à 10 % en juillet a finalement été reporté à janvier 2027. Par ailleurs, le relâchement des conditions de financement (probables baisses des taux d'intérêt au S2 2025) et la hausse de +16 % des nouveaux prêts bancaires (cible pour 2025, communiquée par la Banque centrale (SBV)) soutiendront la demande interne. Le gouvernement a également procédé à des levées obligataires (5 Md USD en avril) pour notamment financer une accélération des investissements dans les infrastructures (énergie, ferroviaires, aéroports), ce qui sera favorable au secteur de la construction, qui bénéficie par ailleurs d'une nouvelle loi foncière depuis 2024¹⁰.

Les autorités se montreront aussi vigilantes à la reprise du secteur immobilier, qui a connu une crise en 2022-2023¹¹, ce qui a eu tendance à peser sur la confiance des ménages. Malgré un rebond en 2024, les principaux indicateurs (finalisation de projets, permis de construire, ventes de logements, stocks d'inventés) restent largement en deçà des moyennes pré crise.

- **Un système bancaire fragile**

Si le taux de prêts non performants est resté stable en 2024 (4,6 %, 7 % en intégrant les prêts restructurés), le ratio de couverture des pertes a chuté, passant de 151 % en 2022 à 83 % fin 2024¹². Une situation d'autant plus préoccupante que les ratios de solvabilité des banques restent faibles (ratio de fonds propres sur actifs de 11,9 % en 2024 et inférieur à 10 % pour les banques publiques) et que leur rentabilité est dégradée depuis plusieurs années. L'exposition au secteur immobilier (environ 25 % du total des prêts selon S&P) reste un point de vigilance.

- **Des perspectives favorables à moyen-terme**

Le Viet Nam devrait connaître une croissance dynamique à moyen terme (+5 % par an en moyenne d'ici 2030 selon le FMI, les autorités locales visent une cible plus proche de +8 %). Le gouvernement ambitionne de passer la part du secteur privé de 51 % du PIB actuellement à 70 % d'ici 2030 et a déployé une série de mesures pour accompagner cette évolution : réduction des formalités administratives relatives à la création et à la gestion d'entreprises, renforcement de la lutte contre

la corruption (cf. Partie 4), processus de privatisation des entreprises publiques (très lent à ce stade) ou encore multiplication des partenariats privés-publics.

Le pays est riche en terres rares¹³, un atout conséquent pour attirer des IDE et également pour développer le secteur des véhicules électriques. L'objectif est de multiplier par trois les ventes de ce type de véhicules, à 1,5 M d'ici 2030, plus particulièrement les deux roues¹⁴. Au-delà des enjeux environnementaux (cf. Partie 5), la décarbonation de la mobilité est susceptible de créer 6,5 M d'emplois d'ici 2050 selon la Banque Mondiale.

Les récents accords de libre-échange (cf. *supra*) devraient stimuler les exportations dans les années à venir. La Banque Mondiale prévoit une augmentation des exportations de +11,4 % et des importations de +9,2 % d'ici 2030 (en volume).

2. FINANCES PUBLIQUES

Des marges budgétaires moins entamées que dans les autres pays de la région (du fait d'une activité plus résiliente depuis la crise sanitaire) offrent des capacités d'intervention aux autorités pour soutenir l'activité. Il s'agira non seulement d'améliorer le potentiel de croissance en investissant dans les infrastructures et également de faire face au ralentissement de l'activité dans un contexte de pressions commerciales (cf. Partie 1). Dès lors, le déficit public se creuserait (-3 % du PIB en moyenne pour 2025 et 2026, selon le FMI).

La dette publique vietnamienne reste modérée et devrait légèrement augmenter du fait du creusement du déficit pour atteindre près de 35 % PIB d'ici 2026 selon le FMI, soit un niveau bien inférieur au plafond autorisé par l'Assemblée nationale (60 %). La maturité moyenne de la dette est longue et limite ainsi le risque de refinancement. 70 % la dette est libellée en monnaie locale, dès lors les tensions sur le Dong (cf. Partie 3) peuvent alimenter le risque de change.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction de l'excédent commercial**

Depuis 2023, le retour d'un fort excédent commercial (près de +10 % du PIB), conjugué à une réduction du déficit de la balance des services (-2,4 % du PIB), contribue à un excédent courant très élevé (+ 6 % du PIB). La réorganisation des CVM participe à cette

¹⁰ La nouvelle loi introduirait notamment des changements dans les mécanismes de tarification des terrains, de paiement de la rente foncière et de résolution des litiges.

¹¹ En 2022, une campagne anti-corruption (cf. Partie 4) a fait plonger le marché immobilier (1 286 faillites de sociétés immobilières selon GSO en 2023), avec des arrestations de magnats de l'immobilier liés à la Saigon Commercial Bank.

¹² Cette baisse du ratio est consécutive à la politique d'allègement des conditions de remboursement pour les emprunteurs affectés par le typhon Yagi (plus de 1 % de l'encours total des prêts).

¹³ Selon l'*U.S. Geological Survey* de 2024, le Viet Nam hébergerait 22 Ml de tonnes de terres rares, soit 20 % des réserves mondiales.

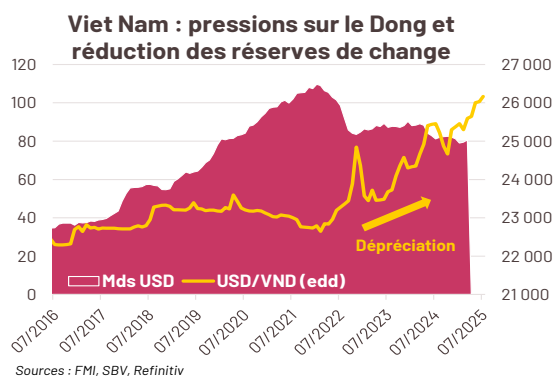
¹⁴ 94 % du stock de véhicules total, dont 12 % étaient électriques en 2022, selon la *Vietnam Automobile Manufacturers' Association*.



embellie¹⁵, avec des exportations très soutenues vers l'Asie et surtout les Etats-Unis (probables réexportations depuis la Chine, cf. graphique *supra*). Malgré des performances solides à l'export sur le début d'année (cf. Partie 1), des droits de douane élevés en provenance des Etats-Unis (20 %) devraient mener à une réduction de l'excédent courant sur la période 2025-2026).

- **Pressions baissières sur le Dong**

Depuis 2022, à l'instar d'autres devises asiatiques, le Dong a eu tendance à perdre de sa valeur face à l'USD¹⁶. Pour éviter que le dong ne se déprécie de plus de 5 % au jour le jour (fourchette maximum établie par la SBV), la Banque centrale puise dans ses réserves de change¹⁷. Par conséquent, ces dernières se replient et s'établissent à près de 3 mois d'importations, soit un seuil critique. À noter toutefois que par le passé, lorsque les réserves se sont établies sous ce seuil, cela n'a pas pesé pour autant sur les capacités de paiement du pays. Les pressions sur le Dong persisteraient en 2025 en raison de la réduction de l'excédent courant et d'un potentiel creusement du différentiel de taux avec les Etats-Unis. L'enjeu est d'autant plus grand de trouver une issue avec ces derniers pour garantir l'arrivée d'importants IDE pour préserver les réserves.



4. ASPECTS POLITIQUES

- **Réformes pour améliorer la gouvernance**

T. Lam a été désigné secrétaire général du parti et L. Cuong Président en octobre 2024. De prochaines élections législatives auront lieu en mars 2026¹⁸, pour désigner au sein du parti (PCV) le prochain secrétaire général, poste qui se jouera *a priori* entre T. Lam et l'actuel Premier Ministre P.M. Chinh.

¹⁵ La part des exportations des entreprises qui hébergent des IDE dans le total des exportations est passée de 63 % en moyenne durant les années 2010 et près de 74 % en moyenne depuis le T4 2022.

¹⁶ - 7,5 % depuis le S2 2022 et -2,6 % depuis le début de l'année.

¹⁷ En 2024, elle a vendu 9,4 Md USD de réserves.

¹⁸ C'est l'organisme du parti communiste qui désigne les candidats.

¹⁹ Des doutes subsistent quant à la politisation de cette campagne et de purge au sein du PCV.

La large campagne anticorruption entamée en 2022 serait poursuivie¹⁹. Cette campagne a mené à la démission de deux Présidents, à de nombreuses arrestations parmi de hauts fonctionnaires et dans le secteur privé dans le cadre de plusieurs scandales²⁰.

L'accent sera également mis sur la rationalisation de l'efficacité des ministères, où des fusions diminueraient de moitié les unités administratives. Le nombre de provinces va également passer de 63 à 34 avec comme objectif de réduire la lourdeur bureaucratique et d'assurer un contrôle plus direct par le PCV.

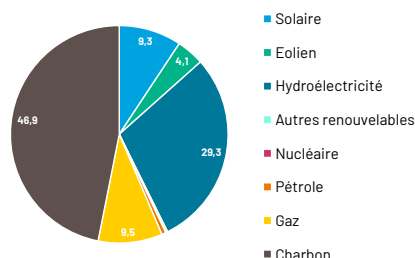
- **Des relations diplomatiques diversifiées**

Malgré des désaccords territoriaux en Mer de Chine, le Viet Nam et la Chine consolident leur coopération (commerce, lutte contre le terrorisme, immigration accord sur les questions maritimes etc.). Le pays diversifie par ailleurs ses liens stratégiques (ASEAN, Etats-Unis, Inde, Union Européenne).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Viet Nam fait partie des pays les plus vulnérables au changement climatique, particulièrement touché par des catastrophes naturelles (typhons, tempêtes tropicales) et menacé par la montée des eaux (depuis 1970, le niveau de l'eau a progressé de plus de 20 cm²¹).

Vietnam : production d'électricité par sources, en % (2023=276,44 TWh)



Source : Ember, 2025

Malgré des capacités de production d'électricité basées sur des énergies renouvelables (hydroélectrique surtout), le pays fait face à un risque de transition élevé avec une forte dépendance au charbon (47 % de la production d'électricité). Pour faire face au problème chronique du réseau électrique dans le nord du pays²² (importantes pénuries en 2023 et risque non négligeable à l'été 2025 au vu de conditions météorologiques défavorables au S1) et pour répondre à une demande

²⁰ Détournement de fonds de plusieurs milliards d'USD dans le secteur médical avec Viet A Technology et dans le secteur bancaire et immobilier lié à la banque SCB.

²¹ Selon des estimations, un mètre d'augmentation du niveau de la mer signifierait alors l'inondation de 10 % des terres du delta de la rivière Rouge et de 39 % de celles du delta du Mékong, deux régions parmi les plus densément peuplées du Vietnam.

²² Ces pénuries pourraient par ailleurs freiner les velléités d'installation d'entreprises électroniques étrangères (Samsung, Foxconn, LG).



domestique croissante, le pays a augmenté ses importations de charbon de +24 % en 2024. Cela semble peu cohérent avec son engagement de réduire la part des centrales à charbon dans l'approvisionnement en électricité à 20% en 2030 puis à 0% en 2050.

Par ailleurs, un plan d'investissement pour développer les capacités gazières du pays, les ENR et le nucléaire a été lancé. L'enjeu consiste également à alléger la réglementation qui pèse sur les producteurs privés d'électricité pour moderniser le réseau. Les autorités ambitionnent de réduire de -30 % leurs émissions de CO2 d'ici 2030²³.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²³ Par rapport à un scénario sans mesures, ce qui nécessiterait 15,5 Mds USD de financements internationaux selon la DGT